



La Garenne-Colombes, le 26 octobre 2021

Chers compagnons gaullistes,

Vous m'aviez demandé, à l'occasion des Universités d'été d'Oser la France, mes réponses à vos quinze propositions pour l'avenir de notre pays. J'ai l'honneur de vous répondre ci-dessous, et me permets de faire observer que, bien que non membre de votre mouvement, j'ai toujours eu une grande estime pour le combat de Julien Aubert, étant moi-même ancien Président des jeunes Gaullistes de l'Union des Jeunes pour le Progrès (UJP).

Veillez trouver, chers compagnons, ma réponse, point par point, à vos travaux, avec la certitude que partageant le même héritage politique, nous partageons pleinement les mêmes ambitions pour notre pays.

1. Le Français, grande cause nationale

En tant que gaulliste, je m'inscris pleinement dans l'héritage d'une école qui doit hisser vers le haut nos élèves, leur apprendre à connaître et à aimer la Nation, et à développer la liberté de conscience et de pensée. Autant d'espérances et d'exigences qui ont diminué avec le temps, l'égalitarisme, le pédagogisme et un nivellement par le bas qui fait chuter la France dans les classements internationaux au fur et à mesure des années.

Je crois profondément au rôle des Hussards noirs, à la vocation universaliste de l'école, qui doit transmettre autant de savoirs que des valeurs ; faire aussi bien de bons élèves que de bons citoyens. Je ne peux que partager pleinement vos orientations et vos propositions, auxquelles j'en ajouterai simplement deux : un allongement du temps scolaire de quatre semaines pour rendre l'année scolaire moins dense, ainsi qu'une évaluation qui interviendrait en fin de CM1, pour permettre aux élèves qui n'ont pas le niveau de bénéficier d'une année de CM2 en effectifs réduits. Ainsi, l'entrée en 6^{ème} pourra se faire sur de meilleures bases.

Je préconise par ailleurs, que l'instruction civique soit prodiguée tout au long de la scolarité et que le récit national soit de nouveau enseigné pour faire face aux communautarismes. Pour redresser le niveau général, je préconise une plus grande autonomie des chefs d'établissement et la publication des résultats de chaque école. L'idée est de créer une saine émulation au sein des établissements.

Enfin, il faut développer les internats d'excellence et les bourses au mérite, telles qu'établies sous Nicolas Sarkozy et abaissées sous François Hollande.

2. Un référendum pour trancher notre avenir

Je partage totalement votre constat et vos orientations. Il est urgent de reprendre le contrôle, par des actions concrètes et immédiates. Je suis d'accord pour une redéfinition des bénéfices du droit de sol. En particulier, je souhaite que le droit du sol ne

s'applique pas lorsque vous êtes nés de parents en situation irrégulière sur le territoire. Par ailleurs, l'acquisition de la nationalité française à la majorité ne sera plus automatique dans le cas où le casier judiciaire ne serait pas vierge.

Voici les mesures que je souhaite adopter :

Nous donner les moyens juridiques d'une politique d'immigration volontaire :

- Proposition d'un Schengen 2 dont les pays membres partagent la même politique d'immigration et la même politique sociale en direction des étrangers
- Organisation d'un référendum sur ces questions
- Fixation chaque année d'un quota d'immigration par le Parlement, en fonction des besoins du pays

Lutter contre le dévoiement du droit d'asile :

- Les demandes devront être faites avant l'entrée sur le territoire dans des hot spots ou dans le réseau consulaire français
- Instruction des dossiers dans les deux semaines pour les demandes des ressortissants d'états considérés comme « quasi-sûrs »
- Renvoi automatique des déboutés du droit d'asile
- Annulation automatique du droit d'asile pour tout individu repartant dans son pays même pour un court séjour
- Contraindre les pays d'origine à reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière ou condamnés, en conditionnant l'octroi de visas au respect de leurs obligations et en limitant les aides au développement des pays ne respectant pas leurs engagements

Lutter contre l'immigration économique et sociale :

- Fin des aides sociales autres que les soins médicaux urgents et de prévention, pour les étrangers en situation irrégulière ou ne travaillant pas depuis plus de 3 mois
- Fin du droit automatique à l'immigration familiale
- Construire massivement des infrastructures en Afrique sur 30 ans, afin d'aider au développement du continent

Mineurs isolés :

- Recours obligatoire aux moyens médicaux de fixation de l'âge
- Rétenion administrative fermée de tout mineur isolé
- Lutte contre les réseaux esclavagistes et criminalisation des réseaux organisés.
- Renvoi dans les pays d'origine selon les mêmes principes que les majeurs

3. Rappeler la supériorité de la constitution

L'Union européenne est une construction juridique avec homogénéisation du droit des 28 membres.

L'affirmation qu'un des 28 droits nationaux serait supérieur au droit européen dans les domaines de compétences de l'union, conduirait de fait, à demander la sortie de l'UE. En revanche, il faut souligner que la France a la mauvaise tendance à sur-transposer le droit européen, nuisant ainsi à l'intérêt de ses citoyens et de ses acteurs économiques.

Je souhaite par ailleurs que la France suspende l'application de l'Article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, et prenne l'initiative de proposer une révision de cet article aux autres Etats membres.

4. Pour l'interdiction du voile islamique :

Je suis d'accord avec votre proposition : *Promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes en interdisant les signes discriminatoires et d'infériorisation de la femme comme le voile islamique dans tous les établissements publics, para-étatiques ou assimilés, pour les agents et les usagers, afin de dépolitiser l'espace collectif. Pour assurer la neutralité du service public scolaire, interdire également le port du voile des accompagnateurs scolaires.*

5. Restaurer l'universalité des allocations familiales et responsabiliser les parents

Je suis d'accord avec votre proposition : *Mener une politique résolument favorable aux familles en restaurant l'universalité des allocations familiales (sans condition de revenu). Revoir le traitement fiscal de la famille pour alléger la charge fiscale lorsque les deux parents travaillent. Des sanctions pourront être mises en place pour les familles n'inculquant pas volontairement à leurs enfants les règles fondamentales de vie en société, les valeurs de citoyenneté, de solidarité et de respect de l'autorité légitime.*

6. Restaurer la Vème République et notre démocratie

Je souhaite décorrélérer le temps présidentiel et législatif et ainsi redonner son rôle au Parlement. Toutefois, je crains qu'une limitation du nombre de mandats du Président de la République (septennat comme vous le proposez ou quinquennat actuel), n'affaiblisse l'autorité présidentielle.

Je suis favorable à une refonte de l'autorité judiciaire : responsabilité des juges, refonte du Conseil supérieur de la magistrature avec une majorité de non-magistrats et la présence de personnalités qualifiées comme membres de droit et un renforcement des moyens pour permettre une application réelle des peines.

Par ailleurs, autant les juges du siège doivent être évidemment indépendants, autant me semble-t-il important que les procureurs suivent la politique pénale fixée par le Gouvernement.

Par ailleurs, en matière de Justice, voici mes principales propositions :

- Rendre public chaque année les résultats de l'Etat et de chacun des tribunaux, commissariats et casernes de gendarmerie en matière de sécurité, grâce à des marqueurs simples et non ambigus définis par le Parlement.
- **Des condamnations dissuasives et exécutées :**
 - Rétablissement des peines planchers
 - Expulsion de tout étranger condamné à une peine d'emprisonnement pour y purger sa peine dans son pays d'origine, dès le début de sa peine. Interdiction définitive de retour sur le territoire national.
 - Création d'un délit spécifique de violence en bande où la seule présence d'un individu dans un groupe violent le rendra comptable des violences commises.
 - Remplacement des anciens rappels à la loi par des amendes d'application rapide.
 - Refonte du Code pénal pour remplacer les peines d'emprisonnement non exécutées par des peines d'amende dissuasives.
 - Généralisation des travaux d'intérêt général pour les incivilités ou délits mineurs.

- **Renforcement des droits de la défense :**

- Abolition de la détention provisoire pour les délits, sauf en cas de violence sur personne ou utilisation d'une arme.
- Séparation stricte du siège et du Parquet : les magistrats ne pourront plus passer de l'un à l'autre, mais choisiront au bout de cinq ans de faire leur carrière au siège ou au parquet.
- L'entrée dans la magistrature ne pourra se faire qu'à partir de l'âge de 35 ans.

- **Renforcement des moyens de la police et de la justice :**

- Redéfinition des missions de la police nationale, des polices municipales et des sociétés privées (par exemple, ne plus utiliser la police à faire des procurations...).
- Les polices municipales seront rendues obligatoires pour toutes les villes de plus de 10.000 habitants, avec les mêmes prérogatives que la police nationale dans leurs zones de compétence.
- Construction de 30.000 places de prisons en 6 ans.
- Simplification de la paperasserie, mise à niveau des moyens matériels (informatiques ou automobiles), utilisation de l'innovation en matière de surveillance de la voie publique.

7. **Un autre capitalisme qui valorise l'humain et revalorise le travail**

Face au creusement des inégalités, nous souhaitons instaurer un véritable intéressement des travailleurs à la vie économique de leur pays. Nous appelons à une baisse de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises acceptant de mettre en place des accords ambitieux de partenariat entre les salariés et les actionnaires avec la distribution d'actions et de dividendes aux salariés : ces accords permettraient une sur-rémunération, liée au capital, qui serait ainsi versée aux salariés et permettrait un meilleur partage de la valeur ajoutée et une augmentation du pouvoir d'achat.

Cependant, c'est la baisse de notre compétitivité et de nos gains à l'échange qui appauvrit durablement notre pays. Pour augmenter le pouvoir d'achat il faut d'abord créer des emplois et de la richesse.

Voici mes priorités pour l'économie et l'emploi :

- Réindustrialiser notre pays.
- Créer « un choc d'emploi et de croissance » en baissant prioritairement les impôts de production.
- Revoir l'intégralité des dépenses publiques, notamment en luttant contre les fraudes sociales.
- Libérer la recherche, l'innovation et les sciences. Favoriser la production Made In France. Libérer l'entrepreneuriat.

8. **Adopter une nouvelle PPE et revaloriser l'énergie nucléaire**

Le défi de l'électrification et du changement climatique est devant nous, et ils nous donnent l'occasion de concilier progrès, technologie et préservation de notre environnement.

A ce titre, je soutiens le développement de la filière nucléaire comme principale énergie décarbonée. Cet atout français doit également s'inscrire dans une politique cohérente, comprenant un grand plan de recherche et d'investissement dans l'Énergie y compris la

recherche sur les renouvelables, le stockage de l'électricité et la modernisation des réseaux de distribution. Je suis d'accord avec l'objectif d'un mix énergétique future comprenant 50% de nucléaire et 50% de renouvelables. Je suis donc pour la construction de nouvelles centrales nucléaires type EPR et SMR, et développement des énergies renouvelables.

9. Défendre le droit de propriété

Je souscris à votre proposition de créer un délit d'appropriation du bien d'autrui permettant une réponse pénale vis-à-vis des squatteurs et des locataires indécents de mauvaise foi.

10. Adopter un plan aménagement du territoire 2027

La question de l'équité entre les territoires est centrale dans mon projet, et je souhaite adopter un mode de gouvernement plus respectueux des spécificités territoriales et des besoins de chacun. L'uniformité des décisions d'un Etat centralisateur a souvent eu comme effet d'être couteux, inefficace et de créer du mécontentement. Pour cela, je propose d'engager une profonde remise à plat de notre mille-feuille territorial en supprimant les doublons à tous les étages, fusionnant les conseils régionaux et départementaux et en redonnant des moyens, des compétences et de la souplesse aux maires.

Nous devons aussi redéfinir la fiscalité territoriale en revenant au principe de la souveraineté fiscale locale, et en refondant la fiscalité locale par l'établissement de deux impôts (un sur les habitants, l'autre sur l'activité économique) par strate administrative.

Enfin, je pense essentiel de mettre en place un bouclier pour les campagnes et les villes moyennes : pour 1 euro investi dans la politique de la ville, 1 euro sera investi dans les territoires ruraux et les villes moyennes.

11. Pour un protectionnisme d'équilibre

La mise en place d'un protectionnisme d'équilibre se justifie dès lors que des Etats ne jouent pas avec les mêmes règles que les nôtres, qu'il s'agisse d'aides d'Etat ou de réglementations sociales ou environnementales. Si la concurrence est faussée, nous ne devons pas être naïfs. Mais je reste convaincu que l'UE est l'échelon adéquat pour peser face aux géants que sont les Etats-Unis ou la Chine. Charge à nous de convaincre nos partenaires européens d'adopter une telle stratégie.

Dans le domaine stratégique de l'agriculture et de l'alimentation, je veux reconstruire notre souveraineté alimentaire en permettant au système français de produire de tout, y compris les produits de première nécessité et d'entrée de gamme. Nous devons également baisser le coût du travail agricole par la baisse des charges patronales et réaliser un vaste chantier de révision et de simplification des normes : toutes les normes supérieures aux obligations européennes seront purement et simplement annulées.

Enfin, je demanderai l'interdiction de l'importation de produits qui ne respectent pas nos normes, ainsi que la renégociation du plan « Farm to Fork » européen, déclinaison agricole du pacte vert européen et qui conduit à un effondrement de notre production et à l'augmentation des importations, sans gain significatif global sur les émissions à effet de serre.

12. Mettre fin à la logique comptable

Rebâtir un système de santé viable

La réforme du système de santé est, comme vous le savez, un sujet auquel je suis particulièrement sensible. Une réorganisation de notre système de santé est indispensable. Malgré des dépenses publiques très élevées, la qualité des services de santé n'est pas assurée. Il faut redéployer un maximum de personnels au service direct du public.

Mes 4 propositions pour la santé :

- Redonner du personnel dans les établissements de santé en augmentant notre capacité de formation. Nous formerons plus de médecins et de paramédicaux.
- Nous ferons disparaître les déserts médicaux, en particulier en exigeant que les jeunes généralistes s'installent pendant au moins un an dans des secteurs où il manque le plus de médecin. Parallèlement, nous formerons massivement des infirmières pour des tâches réalisées actuellement par des médecins, avec droit de prescription, en particulier le suivi des ALD en ville et la prise en charge des maladies psychiatriques. Pour la médecine hospitalière, cela pourra aussi concerner des gestes techniques simples (suture, plâtre).
- Nous débureaucratiserons le système de santé, donnerons une autonomie de gestion aux acteurs des hôpitaux publics sur le modèle de CH de Valenciennes et mettrons 100.000 agents supplémentaires au contact du patient par redéploiement de postes administratifs ou de back-office.
- Je créerai un grand ministère de la Santé globale, qui aura autorité sur les établissements de santé, la médecine de ville, les Ephaad et la santé environnementale (qualité de l'air, qualité de l'alimentation) et animale. La santé est un tout.

13. Sanctuariser nos capacités opérationnelles

Ayant participé à notre opération extérieure en Afghanistan en tant que médecin, je mesure le sacrifice de nos forces et le soutien qu'elles méritent. Aujourd'hui, malgré les lois de programmation militaire successives, nous ne sommes pas en mesure d'agir seuls ou de soutenir un effort de guerre long.

La sanctuarisation de notre effort budgétaire au plan militaire est donc essentielle, dans le cadre de l'objectif fixé par l'OTAN d'un budget de défense égal à 2% du PIB. La défense de nos intérêts industriels et stratégiques sera aussi ma priorité, en évitant les « coups » politiques aussi grandiloquents que stériles qu'affectionne l'actuel Président de la République.

14. Rendre le travail plus attractif

Je partage votre orientation visant à rendre le travail plus attractif. En plus d'un plafond d'aides sociales cumulées (hors politique familiale) équivalent à moins d'un SMIC, je souhaite engager une refonte du droit du travail visant à donner plus de flexibilité et de sécurité juridique aux entreprises afin de favoriser les embauches.

Notre système qui se veut très protecteur des salariés conduit en réalité au chômage de masse, qui est un problème majeur sur le plan économique et social. La lutte contre le chômage sera ainsi au cœur de mon projet.

15. Pour la souveraineté dans le domaine numérique

L'Europe affirme progressivement sa souveraineté numérique en utilisant l'instrument de la réglementation, à l'image du Règlement générale sur la protection des données personnelles. C'est un premier pas, mais il faut aller plus loin et passer à l'offensive par la création de champions mondiaux d'origine européenne. Cela nécessite de créer un écosystème favorable à l'innovation et son développement.

La vraie puissance dans le monde numérique, c'est d'avoir des géants nationaux ou européens. Nous devons bâtir un Marché unique numérique sur le modèle du marché unique des biens traditionnels.

Vous le voyez, nous nous retrouvons sur l'essentiel : enrayer le déclin de notre pays et lui redonner foi en l'avenir. La France peut retrouver son rang. Il ne tient qu'à nous de décider que ce moment est arrivé.

Je vous prie de croire, chers compagnons, en l'assurance de ma haute considération.



Philippe Juvin

Maire de La Garenne-Colombes (92)

Chef du service des Urgences de l'Hôpital

Européen Georges-Pompidou

Candidat au Congrès Les Républicains